

REGLEMENT DE LA PUBLICITE

Applicable sur le territoire de la ville de TOURS

HORS SECTEUR SAUVEGARDE

REPUBLIQUE FRANCAISE

MAIRIE DE TOURS

Le MAIRE de la Ville de TOURS

VU le code général des Collectivités Territoriales,

VU le code pénal,

VU la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes ; articles 41 et 44,

VU le Code de l'environnement ; articles L.581-1 à 581-45,

VU le décret n° 80-923 du 21 novembre 1980 portant règlement national de la publicité en agglomération,

VU le décret n° 80-924 du 21 novembre 1980 fixant la procédure d'institution des zones de réglementation spéciale prévue aux articles 6 et 9 de la loi n° 79-1150,

VU le décret n° 82-211 du 24 février 1982 portant règlement national des enseignes et fixant certaines dispositions relatives aux préenseignes pour l'application de la loi n° 79-1150,

VU le décret n° 82-220 du 28 février 1982 portant application de la loi n° 79-1150 en ce qui concerne la surface minimale et les emplacements de l'affichage d'opinion et des associations sans but lucratif,

VU le décret n° 82-723 du 13 août 1982 complétant la commission départementale compétente en matière de sites, en application de l'article 21 de la loi n° 79-1150,

VU le décret n° 82-764 du 6 septembre 1982 réglementant l'usage des véhicules à des fins essentiellement publicitaires et pris en application de la loi n° 79-1150,

VU le décret n° 82-1044 du 7 décembre 1982 portant application de diverses dispositions de la loi n° 79-1150 et modifiant l'article R83 du code des tribunaux administratifs,

VU le décret n° 89-422 du 27 juin 1989 réglementant la publicité sur les eaux intérieures,

VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et notamment l'article 53 modifiant et complétant la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979,

VU le décret n° 96-946 du 24 octobre 1996 modifiant le décret n° 80.923 du 21 novembre 1980 portant règlement national de la publicité en agglomération et le décret n° 82-211 du 24 février 1982 portant règlement national des enseignes,

VU le code de la route : articles R418-1 à R418-9,

VU l'arrêté du 30 août 1977 fixant les conditions et normes applicables aux dispositifs lumineux ou rétro-réfléchissants visibles des voies ouvertes à la circulation publique,

VU l'arrêté du 17 juin 1983 fixant les conditions d'implantation en dehors des agglomérations, des enseignes publicitaires et des préenseignes visible des routes nationales, des chemins départementaux et des voies communales, n'ayant pas le caractère de route express,

VU le code de la voirie routière, notamment l'article L 411-6,

VU les règlements du plan d'occupation des sols et du plan de sauvegarde et de mise en valeur de la ville de Tours,

VU le règlement de voirie,

VU le règlement municipal des conditions d'occupation du domaine public,

VU la délibération du conseil municipal du 9 juillet 2001 demandant à Monsieur le Préfet la Constitution d'un groupe de travail pour la modification du règlement de la publicité, des enseignes et préenseignes applicable sur le territoire de la ville de TOURS,

VU l'arrêté préfectoral du 15 mars 2002 portant constitution du groupe de travail sur la publicité,

VU l'avis favorable de la Commission Départementale des Sites en date du 28 janvier 2004.

VU le règlement repris en tenant compte des observations émises par la Commission sus-visée,

VU l'avis favorable du Conseil Municipal de la ville de TOURS en date du 30 mars 2004.

CONSIDERANT qu'il importe d'établir un nouveau règlement de publicité dans la ville afin de mieux protéger le cadre de vie qui s'applique sur l'ensemble du territoire communal à l'exclusion du secteur sauvegardé qui fait l'objet de protections spécifiques.

A R R E T E

CHAPITRE I

PRESCRIPTIONS GENERALES

ARTICLE I - 1 - OBJET DU REGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de protéger l'environnement des Tourangeaux en donnant des prescriptions particulières à la Ville pour l'installation de publicités, enseignes ou préenseignes, en dehors du secteur sauvegardé qui fait l'objet d'arrêtés préfectoraux.

Ce règlement est pris en application du Code de l'Environnement et de son ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000. Les décrets d'application de la loi du 29.12.79 sont toujours opposables.

Il s'applique à toutes les publicités, enseignes, préenseignes visibles d'une voie ouverte à la circulation publique (que cette voie soit publique ou privée).

Selon le Code précité:

- constitue une publicité, à l'exclusion des enseignes et des préenseignes, toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir les dites inscriptions, formes ou images étant assimilées à des publicités ;
- constitue une enseigne toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce ;
- constitue une préenseigne toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

ARTICLE I - 2 - PORTEE DU REGLEMENT

En l'absence des dispositions particulières contenues dans le présent règlement, c'est la réglementation nationale issue du Code de l'Environnement qui s'applique.

Par ailleurs, le présent règlement s'applique sans préjudice des dispositions du décret n° 76.148 du 11 février 1976 relatif à la publicité et aux enseignes visibles des voies ouvertes à la circulation publique et sans préjudice des textes réglementant la signalisation sur les voies d'eau.

Enfin, le présent règlement ne fait pas obstacle à l'application des dispositions du règlement de VOIRIE et du règlement municipal des conditions d'occupation du domaine public.

ARTICLE I - 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA NATURE DES MATERIAUX (sur tout le territoire de la Ville)

1 - Publicité, préenseignes

Les dispositifs publicitaires ou les préenseignes seront construits en matériaux inaltérables. Ils devront être calculés pour résister aux efforts des vents les plus forts enregistrés dans la région.

2 - Enseignes

Les dispositions de l'article 1er du décret n° 82.211 du 24 février 1984 portant règlement national des enseignes sont applicables.

ARTICLE I. - 4 - TRAITEMENT DE MUR SUPPORT

La pose de panneaux publicitaires est interdite sur un mur en mauvais état. Avant toute pose, il est donc demandé une remise en état du mur comprenant selon les besoins et la nature du support :

- lavage haute pression
- piquetage et réfection d'enduits anciens
- doublage extérieur (parement en pierre naturelle, brique ou bardage)
- peinture de durée garantie.

ARTICLE I - 5 - CREATION DE VOIES NOUVELLES

Les voies nouvelles publiques ou privées créées après la date d'entrée en vigueur du présent règlement seront assujetties aux dispositions des zones de publicité dans lesquelles elles se trouvent sur le plan de zonage annexé au présent règlement.

ARTICLE I - 6 - PREENSEIGNES RELATIVES AUX ACTIVITES UTILES AUX PERSONNES EN DEPLACEMENT, AUX MONUMENTS HISTORIQUES, AUX ACTIVITES DE SERVICES PUBLICS OU D'URGENCE, AUX ACTIVITES LIEES A LA FABRICATION OU VENTE DE PRODUITS DU TERROIR.

Ces préenseignes sont régies par le décret n° 82-211 du 24 février 1982, chapitre III, portant Règlement National des enseignes et préenseignes.

ARTICLE I - 7 - DISPOSITIFS MIXTES: PUBLICITE, PREENSEIGNE, ENSEIGNE

Pour permettre une bonne interprétation du présent règlement, tout dispositif présentant à la fois ou successivement en cas de système déroulant ou défilant des informations ayant valeur de publicité (ou de préenseigne) sur une face et d'enseigne sur l'autre face sera considéré comme une publicité (ou une préenseigne) pour l'application du présent règlement.

ARTICLE I - 8 - LES DISPOSITIFS PERMETTANT L'ANNONCE DE MESSAGES PROMOTIONNELS (par affiches ou tout autre moyen) seront considérés comme des publicités pour l'application du présent règlement.

ARTICLE I - 9 - DEFINITION DE L'UNITE FONCIERE

Le terme d'unité foncière utilisé dans les articles suivants est pris au sens accepté par le Code de l'Urbanisme, soit celui d'une parcelle ou d'un ensemble de parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire.

ARTICLE I - 10 - DRAPEAUX, KAKEMONOS

1 - Les prescriptions énoncées dans le présent article ne concernent pas le pavoisement. Elles concernent par contre tous les dispositifs à caractère de publicité, enseigne ou préenseigne

2 - Sur un immeuble

Les drapeaux et kakemonos sont interdits au-dessus des corniches ou égouts de toiture.

Les drapeaux ou kakemonos sur façade sont assimilés à des enseignes perpendiculaires.

3 - Sur le sol d'une même unité foncière, fixés ou posés :

Les drapeaux ou kakemonos pourront être installés au nombre de trois maximum sous réserve que leur hauteur soit inférieure ou égale à 6m et leur disposition harmonieuse.

4 - Les textiles ou non tissés composant les drapeaux et kakemonos devront être maintenus en bon état sans déchirure. Ces dispositifs ne devront pas engendrer de gêne sonore.

CHAPITRE II

ZONES DE PUBLICITE RESTREINTE

DEFINITION ET DELIMITATION

Il est institué sur le territoire de la commune de TOURS, à l'exclusion du Secteur Sauvegardé :

Cinq zones de publicité restreintes :

- ZPRO
- ZPR1
- ZPR2
- ZPR3
- ZPR4

Les zones sont décrites ci-dessous et délimitées sur le plan de zonage en annexe 1 du présent règlement.

Les parties du territoire situées en dehors de ces cinq zones et ne faisant pas l'objet de prescriptions particulières au titre du présent règlement restent soumises au régime général défini par le Code de l'Environnement, articles L 581 -1 à 581 - 45, des décrets pris pour son application, par la Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes, aux préenseignes (articles 41 et 44).

Le Secteur Sauvegardé est réglementé par arrêté préfectoral.

ARTICLE II - 1 - ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE DE TYPE O = ZPRO

1 - Définition

Cette zone est destinée à protéger l'environnement

- a) des secteurs à proximité de la LOIRE en complément de la protection déjà donnée aux sites classés existants.

- b) des berges du CHER et des secteurs situés dans un contexte important de boisement ou de parcs et jardins.
- c) les aires situées dans un zonage de 100 m et dans le champ de visibilité des Monuments Historiques
- d) des plages de 40 m à l'extérieur des carrefours giratoires au raccordement entre elles de voies classées dans les 4 catégories définies ci-dessous :
 - routes nationales
 - routes départementales
 - voies communales primaires
 - voies communales secondaires de 1ère catégorie
 - Les voies communales sont celles classées dans le plan de hiérarchisation en annexe 2 du présent règlement additionné de ses éventuelles mises à jour.
 - Le classement de carrefour giratoire en ZPRO concerne les carrefours existants, les carrefours futurs correspondants aux conditions du présent paragraphe.
 - Les 40 m sont comptés à partir du cercle limitant extérieurement la chaussée de chaque carrefour

2 - Délimitation

La ZPRO est délimitée sur le plan de zonage du règlement de Publicité, hors secteur sauvegardé (annexe).

ARTICLE II - 2 - ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE DE TYPE 1 (ZPR1)

1 - Définition

Cette zone est destinée à protéger l'environnement de quartiers situés en zone fortement urbanisée du Centre Ville de Tours Nord ainsi que des centres de vie des grands ensembles de Tours Sud (quartier des Fontaines, quartier de la Bergeonnerie, quartier de Montjoyeux) où l'implantation restreinte des dispositifs publicitaires, d'enseignes ou préenseignes peut contribuer à la qualité de l'animation de la Ville.

2 - Délimitation

La ZPR 1 est délimitée sur le plan de zonage en annexe 1.

ARTICLE II - 3 - ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE DE TYPE 2 - (ZPR2)

1 - Définition

Cette zone est destinée à protéger l'environnement des entrées de Ville et des voies principales de circulation.

2 - Délimitation

La ZPR2 est délimitée sur le plan de zonage en annexe 1 précitée.

Elle comprend principalement,

- au Nord : le Bd du Maréchal Juin, l'avenue Gustave Eiffel, l'avenue Maginot, les avenues du Danemark, des Compagnons d'Emmaüs et le Bd Abel Gance dans sa partie Nord, l'axe constitué de la rue des Bordiers et de la route de Rouziers, l'axe constitué de la rue Daniel Mayer et de la rue Pinget et de voies nouvelles dont la dénomination n'est pas arrêtée en direction de Saint-Cyr-sur-Loire.
- au Sud : les boulevards Wagner, Churchill, Louis XI et leurs carrefours avec l'avenue de Grammont et la rue Edouard Vaillant, la rue Jean Monnet ainsi que l'axe constitué par l'avenue de Pont Cher et le Sud de la rue Auguste Chevallier

ARTICLE II - 4- ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE DE TYPE 3 (ZPR3)

1 - Définition

Cette zone est relative à la protection de l'environnement de quartiers peu urbains à vocation principalement d'habitat pavillonnaire, ou de zones d'activités et de commerces en moyennes et grandes surfaces.

2 - Délimitation

La zone est délimitée sur le plan de zonage en annexe 1.

Elle comprend pour l'essentiel les quartiers au Nord de Tours ainsi que le quartier des Deux Lions au Sud.

ARTICLE II - 5 - ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE DE TYPE 4 (ZPR4)

1 - Définition

Cette zone est destinée à la protection de l'environnement de l'espace occupé, dans la traversée du Centre ville, par les voies ferrées et leurs annexes.

2 - Délimitation

La zone est délimitée sur les annexes 1 et 3 du règlement.

CHAPITRE III

PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX ZONES DE PUBLICITE RESTREINTE

ARTICLE III - 1 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES A LA PUBLICITE ET AUX PREENSEIGNES

Sous réserve des dispositions de l'article L. 581- 18 du Code de l'Environnement Titre VIII, les dispositions suivantes s'appliqueront:

En dehors de la zone de publicité restreinte O (ZPRO) où toute forme de publicité est interdite sauf celle sur mobilier urbain (cf. article III-3), la publicité sera admise dans les ZPR1, ZPR2, ZPR3 ET ZPR4 définies sur le plan de zonage annexé selon les règles générales ci-après, complétées in fine des III 1 B et C des règles particulières à chaque zone.

Les règles relatives aux préenseignes seront les mêmes que celles applicables à la publicité

ARTICLE III - 1 - A - PUBLICITE LUMINEUSE

La publicité lumineuse, telle que définie à l'article 12 du décret n° 80.923 du 21 novembre 1990, est soumise à autorisation du Maire, conformément aux dispositions du Code de l'Environnement et dans les conditions prévues aux articles 25 et suivants du décret précité.

Elle est soumise aux dispositions des articles 12 à 18 dudit décret.

ARTICLE III - 1 - B - PUBLICITE NON LUMINEUSE SUR DISPOSITIFS SCELLES AU SOL OU INSTALLES DIRECTEMENT SUR LE SOL (appelée ci-après : publicité sur portatifs)

1) REGLES GENERALES AUX ZPR1, ZPR2, ZPR3, ZPR4.

- a) hauteur
 - hauteur maximale des dispositifs : 6 m au-dessus du sol
- b) dispositions générales

b - 1 -

Les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol pourront exclusivement supporter un panneau comportant :

- soit une seule face réservée à la publicité,
- soit deux faces réservées à la publicité (lesquelles devront alors être placées dos à dos)

L'installation de tout autre type de dispositif publicitaire scellé au sol, ou installé directement sur le sol, autre que ceux mentionnés à l'alinéa précédent (et notamment des dispositifs en V, en trièdre est interdite.

b - 2 -

Tous les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol, sur une même unité foncière, devront être semblables et présenter une hauteur uniforme.

Néanmoins, et sans pour autant que la hauteur maximale autorisée soit dépassée, il pourra être dérogé à la règle ci-dessus lorsque la situation et le relief du terrain rendent absolument impossible son respect.

b - 3 -

Tout dispositif publicitaire scellé au sol ou installé directement sur le sol, ne peut être placé à moins de 10 m d'une baie d'un immeuble d'habitation, situé sur un fond voisin lorsqu'il se trouve en avant du plan du mur contenant cette baie.

En outre, l'implantation d'un dispositif de cette nature ne peut être faite à une distance inférieure à la moitié de sa hauteur, d'une limite séparative de propriété, sauf accord du (ou des) propriétaire(s) et du (ou des) locataire(s) concernés.

b - 4 -

Les dispositifs côte à côte sont interdits.

2 - REGLES PARTICULIERES SUR PORTATIFS

2.1 - Publicité - Dispositions Particulières à La ZPR1 -

a) - Densité

Il est institué une règle de densité sur chaque unité foncière bordant les places, voies ou sections de voirie ouvertes à la circulation publique déterminée en fonction du linéaire de rue (L), par façade sur voie.

- si L est inférieur ou égal à 20m aucune publicité non lumineuse sur dispositif scellé au sol ou installé directement sur le sol n'est autorisée.
- si L est supérieur à 20m, un seul dispositif simple ou double face est autorisé.

b) - Surface unitaire

La surface maximale affectée à toute face publicitaire est de 8m².

2.2 - Publicité Sur Portatifs - Dispositions Particulières à La ZPR2 (Entrées De Ville).

a) - densité

Il est institué une règle de densité sur chaque unité foncière bordant les places, voies ou sections de voirie ouvertes à la circulation publique déterminée en fonction du linéaire de rue (L), par façade sur voie.

- Si L est inférieur ou égal à 20m aucune publicité non lumineuse sur dispositif scellé au sol ou installé directement sur le sol n'est autorisée.
- Si L est supérieur à 20 m et inférieur ou égal à 60m, un dispositif simple ou double face est autorisé.
- Si L est supérieur à 60 m et inférieur ou égal à 120 m deux dispositifs sont autorisés.
- Si L est supérieur à 120 m, trois dispositifs sont autorisés au maximum.
- Si plusieurs dispositifs peuvent être implantés selon les règles définies aux deux alinéas précédents, ces dispositifs devront être distants entre eux d'au moins 60m.

- **b) - Surface unitaire**

La surface maximale affectée à toute face publicitaire est de 12 m².

Toute face d'un dispositif non utilisée en publicité, et visible d'une voie ou d'une habitation, devra être revêtue d'un élément décoratif ou d'un bardage anti-affichage sauvage de couleur non agressive.

2.3 - Publicité Sur Portatifs - Dispositions Particulières à La ZPR3

- **a) - densité**

Il est institué une règle de densité sur chaque unité foncière bordant les places, voies ou sections de voirie ouvertes à la circulation publique déterminée en fonction du linéaire de rue (L), par façade sur voie.

- si L est inférieur ou égal à 30m aucune publicité non lumineuse sur dispositif scellé au sol ou installé directement sur le sol n'est autorisée.
- si L est supérieur à 30 m, un seul dispositif simple ou double face est autorisé.
- **b) - surface unitaire**

La surface unitaire maximale affectée à toute face publicitaire est de 12 m².

2.4 - Publicité Sur Portatifs - Prescriptions Particulières à la ZPR4 (Voies Ferrées)

- **a) - Les dispositifs seront limités aux emplacements indiqués dans le document annexé au présent règlement (plan de détail en annexe 3)**
- **b) - Surface unitaire -**
La surface unitaire maximale affectée à toute face publicitaire est de 8 m².

ARTICLE III - I - C - PUBLICITE NON LUMINEUSE SUR SUPPORT MURAL

REGLES GENERALES AUX ZPR1, ZPR2, ZPR3, ZPR4

a- Hauteur maximale -7,50 m du sol

b- Le mur support recevra un traitement approprié défini dans l'article I-4 du présent règlement.

c- Les panneaux publicitaires muraux cassés sur les angles d'immeubles ou murs sont interdits.

d- Marges : lorsqu'il est autorisé un ou deux dispositifs publicitaires sur un mur, chaque dispositif devra être espacé d'au moins 0,50 mètres de l'extrémité latérale

droite ou gauche du mur d'une part et d'au moins 0,50 mètres de tout autre dispositif publicitaire. Cette marge sera augmentée par rapport aux extrémités latérales de façon à dégager la trame architecturale ou les chaînages d'angle. Les marges seront comptées à partir de l'extérieur de l'encadrement.

e- Façade percée de fenêtre : tout dispositif mural est interdit dès lors que son mur support est percé d'une fenêtre d'un appartement réservé à l'habitation, quelle que soit la dimension de la fenêtre et quel que soit le pourcentage de la superficie au sol des locaux affectés à l'habitation dans l'immeuble.

f- La superposition de deux dispositifs muraux est interdite. Ceux-ci, lorsqu'ils sont autorisés, doivent se situer au même niveau.

g - Lorsqu'il est autorisé deux panneaux sur un même mur support, ceux-ci auront les mêmes caractéristiques de dimension, de hauteur, de matériaux et de présentation du cadre.

h - La coexistence sur une même unité foncière, le long d'une voie ou place, de dispositifs fixés au sol et sur support mural est interdite.

1 - i - Les panneaux publicitaires muraux reliant sur une même unité foncière deux façades ou murs sont interdits.

1 - j - densité

Il est institué une règle de densité pour les panneaux publicitaires sur support mural d'une même unité foncière visible d'une place ou voie publique.

S : Surface de chaque mur ou façade d'une même unité foncière, visible de la voie publique.

S inférieure ou égal à 36 m² : aucun panneau publicitaire

S supérieure à 36 m² et inférieure ou égal à 72m² : un panneau publicitaire.

S supérieure à 72 m² : deux panneaux publicitaires autorisés au maximum.

Il ne pourra y avoir plus de deux panneaux par unité foncière sur un même support mural visible d'une voie publique. En outre lorsque la publicité sera apposée sur un bâtiment principal, la surface des murs de clôture ou des murs de bâtiments annexes ne sera pas prise en compte dans le calcul pour établir la densité. Il ne pourra être autorisé dans ce cas de publicité sur ces murs de clôture ou de bâtiments annexes.

k - surface unitaire dans les ZPR1 - ZPR2 - ZPR3 - ZPR4

La surface unitaire maximale affectée à toute face publicitaire est de 12 m²

ARTICLE III - 2 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ENSEIGNES

Sous réserve des dispositions de l'article L 581-18 du Code de l'Environnement, titre VIII, les dispositions générales suivantes s'appliqueront, complétées in-fine par les dispositions particulières à chaque zone de publicité restreinte.

I - PRESCRIPTIONS GENERALES RELATIVES AUX ENSEIGNES SUR LA TOTALITE DES ZONES DE PUBLICITE RESTREINTES DE LA VILLE :

Les enseignes lumineuses devront respecter l'arrêté interministériel du 30 août 1977 : conditions et normes applicables aux dispositifs lumineux ou rétro-réfléchissants visibles des voies ouvertes à la circulation publique.

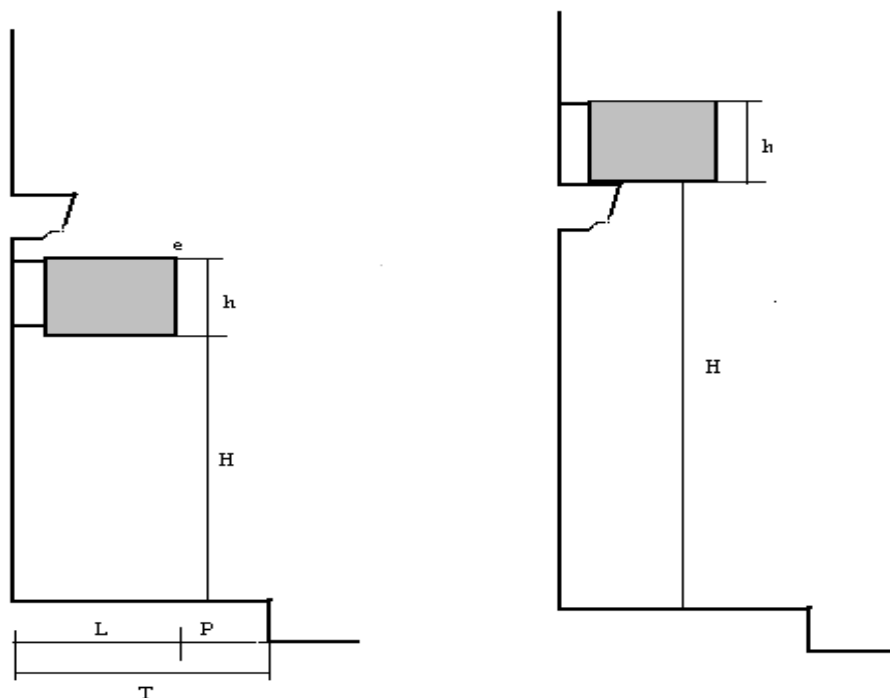
- Les enseignes clignotantes seront interdites, sauf les croix de pharmacie dont le clignotement est autorisé.
- Les enseignes perpendiculaires ou parallèles ne devront pas dépasser la hauteur de la corniche. Les enseignes sont interdites sur les toitures et terrasses en tenant lieu et également en bordure des toitures et terrasses lorsqu'elles sont au-dessus du niveau de ces dernières ou des égouts de toitures.
- Les enseignes cachant la trame architecturale des immeubles bâtis sont interdites.
- Les enseignes parallèles accrochées sous les balcons sont interdites.
- Les enseignes sur le garde-corps plein des balcons peuvent être autorisées si elles sont formées de lettres découpées, avec support discret, dans la limite des dimensions du balcon. Les enseignes sont interdites sur les garde-corps ajourés ou transparents (vitres).
- Les enseignes « moulins » tournant avec le vent ou avec un moteur sont interdites.
- Les gyrophares ou les dispositifs assimilables à la signalisation routière sont interdits.
- Les tubes néons sont autorisés uniquement en tubes fins de 13 mm pour lettres ou logos et sont interdits en périphérie des enseignes caissons ou des façades.
- Les flèches en tubes de néon sont interdites.
- Le chevauchement des enseignes parallèles et perpendiculaires est interdit.
- Les enseignes situées à cheval sur le cordon sont interdites.
- Les enseignes sont interdites sur les volets.
- Les vitrines présentoirs pour journaux ou revues périodiques sont autorisées uniquement dans la largeur de la façade commerciale dans l'axe des jambages des vitrines. Elles seront placées à 0,80 m du sol au minimum et auront une hauteur maximale de 2,00 m.
- Les enseignes ou publicités ou journaux lumineux à défilement de lettres :
 - perpendiculaires à la façade, sont interdits,
 - parallèles à la façade, sont autorisés, à l'alignement de la vitrine ou derrière celle-ci, entre tableaux ; ils ne devront pas masquer les éléments architecturaux.

II - ENSEIGNES SUPPORTEES PAR LES IMMEUBLES.

A - ENSEIGNES PERPENDICULAIRES AU MUR OU A LA FACADE SUPPORT

a) Activités au rez-de-chaussée :

Il est autorisé une enseigne par 15 m de façade commerciale à placer sous le cordon s'il reste une hauteur libre de 3 m sous l'enseigne ou bien immédiatement au-dessus dans le cas contraire.



PRESCRIPTIONS

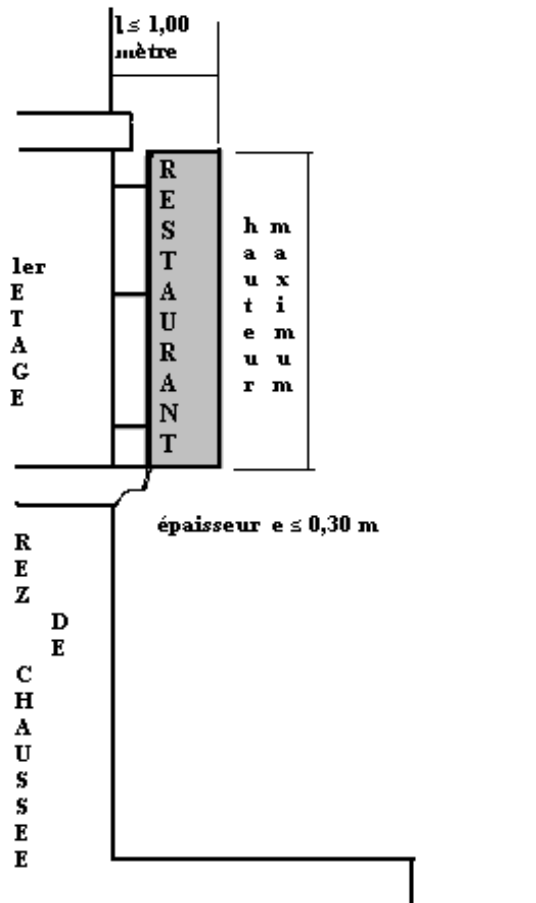
1	L	$\leq 2/3 T$ en conservant $P \geq 0,50$ m
1 bis	L	$\leq 1/8$ de la largeur totale de la voie. (Voie piétonne ou mixte en l'absence de trottoir)
2	L	$\leq 1,50$ m
3	H	$\geq 3,00$ m
4	H	$\geq 4,30$ m si le cas n°1 ne peut être respecté ou si voie mixte et si l'architecture du bâtiment le permet. Sinon adapter selon l'avis des Services Techniques
5	h	$h \leq L$
6	e	e = épaisseur : $e \leq 0,30$ m

NOTA : Dans le cas où les façades supports seraient en retrait de la voie publique, la largeur L sera inférieure ou égale à 1,50 m

b) Activités au 1^{er} étage ou entre-sol :

- Une enseigne autorisée dans la largeur de la façade commerciale
- Hauteur H : limitée au maximum à la hauteur de ce premier étage ou entre-sol
- Largeur L : 1 mètre maximum.

Se référer au dessin ci-dessous :



c) Activités dans les étages supérieurs au 1^{er} étage :

Les enseignes perpendiculaires sont interdites.

d) Salles de spectacles, garages, grands magasins :

La hauteur, la position et les dimensions des enseignes seront examinées au cas par cas selon la dimension et la structure des immeubles mais les saillies maximum indiquées en 1 a et 1 b ci-avant ne seront pas dépassées.

B - ENSEIGNES PARALLELES AU MUR SUPPORT :

Les enseignes parallèles auront une saillie maximale de 0,25 m.

Les enseignes parallèles ne pourront dépasser les limites du mur ou de la façade qui les supporte.

a) Activités en rez-de-chaussée :

Sur les immeubles « à conserver » des plans réglementaires d'urbanisme (architecture de qualité, du XXème siècle ou antérieure) les enseignes parallèles seront obligatoirement en lettres découpées ou peintes.

La hauteur de ces lettres sera en harmonie avec l'immeuble.

Les enseignes seront limitées à la largeur de la vitrine commerciale.

b) Activités au 1^{er} étage ou entresol :

Les enseignes parallèles seront obligatoirement en lettres découpées, peintes ou gravées dans un support transparent.

Les enseignes ne devront pas dépasser la largeur de la partie de l'immeuble affectée à cette activité.

La hauteur de ces lettres sera limitée à :

- 0,40 m sur les immeubles hachurés visés si-avant,
- 0,60 m sur les autres immeubles.

Des LOGOS commerciaux seront autorisés dans l'axe des trumeaux dans des dimensions inférieures ou égales à 1 m x 1 m.

c) Activités dans les étages au-dessus du 1^{er} étage :

Les enseignes parallèles sont interdites sauf si cette activité se déroule uniquement dans un étage ou un groupe d'étages et en ce cas les prescriptions visées au b) ci-avant s'appliquent, uniquement dans la hauteur du ou des étages considérés.

Seront examinées au cas par cas avec des dérogations possibles, dans le respect de l'harmonie des façades, les enseignes pour les hôtels, les salles de spectacles, les garages, les plus grands magasins, les enseignes sur immeubles à parois revêtues essentiellement de vitres.

C - ENSEIGNES SUR AUVENTS OU MARQUISES

En dehors des cas où l'auvent ou la marquise est accepté dans le permis de construire d'un immeuble ou d'un ensemble d'immeubles, les auvents ou marquises rapportés sont interdits et il n'est donc pas possible d'y installer ou d'y accrocher des enseignes.

Pour les auvents ou marquises acceptés ou existants, les enseignes pourront être posées en extrémité de marquise ou d'auvent côté voie publique parallèlement à la façade de l'immeuble sans dépasser 0,60 m de hauteur et avec support discret.

1 - Cas des commerces indépendants :

Ces enseignes ne pourront dépasser en longueur

- ni la longueur de la devanture commerciale correspondante
- ni une longueur maximale de 4 m.

2 - Cas d'une galerie commerciale comportant plusieurs enseignes, il sera imposé :

- de respecter le rythme de la trame architecturale du ou des immeubles.
- d'installer un bandeau vertical de 0,60 m de hauteur maximale courant sur toute l'extrémité de la marquise ou de l'auvent sur lequel seront réparties les enseignes sans que cela puisse masquer des fenêtres d'habitations existantes

III- ENSEIGNES SCHELLES AU SOL OU INSTALLEES DIRECTEMENT SUR LE SOL SUR DOMAINE PRIVE EN RETRAIT DE LA VOIE PUBLIQUE

1 - Surface unitaire 7,20 m² de surface maximale affectée à l'enseigne simple ou double face.

2 - Forme

Il sera uniquement autorisé une forme de « TOTEM » de dimensions maximales 1,20 m de largeur et 6,00m de hauteur.

3 - Densité

a) Règles particulières aux ZPRO, ZPR1 et ZPR3

1 - Unité foncière abritant une seule activité : il n'est autorisé qu'une seule enseigne « totem » par unité foncière et par voie la bordant.

2 - Unité foncière abritant plusieurs activités pouvant être indiquées sur une seule enseigne « totem » : il n'est autorisé qu'une enseigne « totem » par voie bordant l'unité foncière.

3 - Unité foncière abritant de nombreuses activités dont les indications ne peuvent être contenues sur un totem : il n'est autorisé qu'une enseigne totem portant le nom du centre commercial ou parc d'activité, par voie bordant cette unité foncière.

Nota : dans ce cas, il sera possible de faire supporter par la ou les constructions abritant les activités considérées des enseignes du type de celles visées en II-A et II-B du présent article pour former la signalétique.

b) Règles particulières à la zone de publicité ZPR 2 (entrée de ville)

Les règles du a) ci-avant s'appliquent. Toutefois, dans le cas où la longueur de la façade sur une voie de l'unité foncière dépasserait 200 m, il est autorisé une enseigne « totem » supplémentaire par tranche de 200 m de longueur de façade sur cette voie au-delà des 200 premiers mètres avec une interdistance minimale entre totems de 100m

c) Règles particulières à la zone de publicité ZPR4 (voies ferrées).

En dehors de la signalétique nécessaire au fonctionnement du service public de l'exploitant de la société de transports en commun, il sera accepté, le cas échéant un totem par accès véhicules depuis les voies routières desservant le domaine ferroviaire.

IV - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX STORES AVEC INSCRIPTIONS LEUR CONFERANT UN CARACTERE D'ENSEIGNES, POUR TOUTES LES ZONES DE PUBLICITE RESTREINTES :

- I - STORES EN REZ DE CHAUSSEE

FORMES AUTORISEES	Entre tableaux ou sur chaque vitrine (pas de store couvrant plusieurs vitrines). <ul style="list-style-type: none">- à enroulement- à projection à l'italienne- à projection, bras "invisibles"- corbeilles à secteur cylindrique ou sphérique si l'architecture du bâtiment le permet.
LAMBREQUIN AUTORISE	- H maxi 30 cm
ECRITURES AUTORISEES	- texte sur lambrequin ou - lambrequin sans texte avec texte sur store lettres H 30 cm maxi
POSE INTERDITE	- sur balcon ou marquise

- II - STORES AUX ETAGES

FORMES PRECONISEES	Entre tableaux et en l'absence de volets, à enrouleur vertical ou projection à l'italienne Fixes en trapèze
LAMBREQUIN AUTORISE	H maxi 20 cm
ECRITURES AUTORISEES SUR LAMBREQUIN	

Teintes en harmonie avec le rez-de-chaussée

Nota : Les stores de teintes fluorescentes ou dont les toiles sont en matériaux plastiques brillants sont interdits.

ARTICLE III - 3 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU MOBILIER URBAIN

Le mobilier urbain publicitaire tel que défini au chapitre III du décret n° 80-923 du 21 novembre 1980 et faisant l'objet d'une convention ou d'un marché avec la ville est autorisé.

ARTICLE III - 4 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX VEHICULES PUBLICITAIRES

Il sera fait application du décret n °82.764 du 6 septembre 1982 relatif aux véhicules utilisés à des fins essentiellement publicitaires.

ARTICLE III - 5 - PALISSADES DE CHANTIER

Les palissades de chantier comprenant des dispositifs publicitaires pourront être admises dans le cadre d'une concession municipale qui en précisera les dimensions, les formes et la densité des dispositifs publicitaires. L'avis de l'Architecte des Bâtiments de France sera sollicité pour les palissades situées dans des lieux relevant de sa compétence.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DIVERSES

Applicables dans toutes les zones de publicité restreintes du présent règlement :

ARTICLE IV - 1 - SUPERFICIE DES ENCADREMENTS

Les encadrements des dispositifs contenant des publicités, préenseignes ou mobiliers urbains publicitaires devront rester d'une superficie inférieure à 30 % de celle réservée au panneau ou à l'affiche d'information contenue dans les dispositifs précités.

ARTICLE IV - 2 - DISPOSITIFS EN RELIEF OU A MESSAGE DEPASSANT L'ENCADREMENT (Publicités ou enseignes)

Ces dispositifs ne pourront avoir un relief ou un dépassement supérieur aux indications suivantes :

- relief : inférieur à 0,20 mètres.
- dépassement latéral : inférieur à 15 % de la largeur de la face d'information
- dépassement vertical : inférieur à 15 % de la hauteur de la face d'information

ARTICLE IV - 3- PUBLICITE OU ENSEIGNE REALISEE PAR PROJECTION D'UNE IMAGE SUR UN ECRAN OU SUR UN MUR

Autorisées quand elles présenteront un caractère temporaire durant certaines manifestations et pour une durée limitée, sous réserve du respect du droit des tiers.

ARTICLE IV - 4 - DISPOSITIFS ESSENTIELLEMENT AFFECTES A LA PUBLICITE, AUX PREENSEIGNES, AUX ENSEIGNES ; AUX PREENSEIGNES ET ENSEIGNES TEMPORAIRES AU SENS DU DECRET N°82-211 DU 24 FEVRIER 1984 AUTRES QUE CEUX VISES EN I - 10 (DRAPEAUX).

En matériaux souples, du type bâche, textile, non tissé, voile ou film plastique ou autre. Les supports devront être en matériaux durables et parfaitement tendus. Dans le cas où leur géométrie, leur planéité ou les supports et tendeurs seraient ou deviendraient inesthétiques par déformation, leur démontage pourra être imposé par le Maire ou le Préfet.

Ces dispositifs seront interdits au-dessus des toitures et des terrasses.

Ils ne devront pas recouvrir plus de 25 % de la superficie des parois extérieures des immeubles sur lesquels ils sont posés, sauf s'ils présentent un caractère événementiel.

ARTICLE IV - 5 - DISPOSITIFS COMPRENANT DES NOMS, RAISONS SOCIALES OU LOGOS DE MAITRES D'ŒUVRE, ENTREPRISES, BUREAUX D'ETUDE, COORDINATEURS DE SECURITE INTERVENANT SUR UN CHANTIER DE CONSTRUCTION OU DE TRAVAUX DE REHABILITATION OU D'OPERATIONS PARTICULIERES OU PUBLIQUES

En dehors des mentions obligatoires prévues par le Code de l'Urbanisme, ces inscriptions ne pourront être installées au-delà de la période suivante encadrant le déroulement des travaux :

- - 1 mois avant le début des travaux
- - 1 mois après la réception des travaux.

Ces dispositifs seront limités à 2 par raison sociale et par chantier maximum et de surface unitaire limitée à 4 m².

ARTICLE IV - 6 - TEINTES

Les teintes fluorescentes ou vives sont interdites pour tous les dispositifs, publicités, préenseignes et enseignes.

ARTICLE IV - 7 - DISPOSITIFS PUBLICITAIRES, PREENSEIGNES, ENSEIGNES AVEC MECANISMES DE ROTATIONS OU DEROULEMENT DES FACES

Les opérateurs devront prendre leurs dispositions afin d'éviter toutes gênes auditives ou vibrations perceptibles.

ARTICLE IV - 8 - ALIMENTATION ELECTRIQUE DES DISPOSITIFS PUBLICITAIRES, PREENSEIGNES ET ENSEIGNES

Dans toute la mesure du possible, lorsque tout dispositif de ce type nécessitera une alimentation électrique particulière, il devra intégrer le compteur, sans coffret apparent. Pour un dispositif mural, il pourra être toléré un coffret encastré. La porte du coffret devra respecter les prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France, le cas échéant.

ARTICLE IV - 9 - SANCTIONS

Les infractions aux dispositions du présent règlement seront sanctionnées conformément au Code de l'Environnement et ses décrets d'application.

ARTICLE IV - 10 - DATE DE MISE EN APPLICATION

Le présent règlement sera exécutoire dès sa publication.

Les dispositifs existants en infraction avec le présent règlement devront être déposés ou mis en conformité dans le délai de 2 ans à compter de sa publication.

CHAPITRE V -
EXECUTION DU REGLEMENT

ARTICLE V - 1 - ABROGATION DES DISPOSITIONS ANTERIEURES.

Toutes dispositions antérieures contraires au présent règlement sont abrogées.

ARTICLE V - 2 - EXECUTION.

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de TOURS ;
Monsieur le Commissaire Central de Police de TOURS ;

et dont ampliation sera adressée aux membres du groupe de travail.

Fait à TOURS, le 15 avril 2004

LE MAIRE,

JEAN GERMAIN

INDEX

CHAPITRE I – PRESCRIPTIONS GENERALES

1 – Objet du règlement	5
2 – Portée du règlement	5
3 – Prescriptions relatives à la nature des matériaux	6
1 – publicité préenseignes	
2 – enseignes	
4 – Traitement de mur support	6
5 – Création de voies nouvelles	6
6 – Préenseignes relatives aux activités utiles aux personnes en déplacement, aux monuments historiques, aux activités de services publics ou d'urgence, aux activités liées à la fabrication ou vente de produits du terroir	7
7 – Dispositifs mixtes : publicités, préenseigne, enseigne	7
8 – Les dispositifs permettant l'annonce de messages promotionnels	7
9 – Définition de l'unité foncière	7
10 – Drapeaux, kakemonos	7

CHAPITRE II – ZONES DE PUBLICITE RESTREINTES

1 – Zone de publicité restreinte de type 0 = ZPRO	8
1 – Définition	
2 – Délimitation	
2 – Zone de publicite restreinte de type 1 (zpr1)	9
1 – définition	
2 – délimitation	
3 – Zone de publicite restreinte de type 2 (zpr2)	9
1 – définition	
2 – délimitation	
4 – Zone de publicite restreinte de type 3 (zpr3)	10
1 – définition	
2 – délimitation	
5 – Zone de publicite restreinte de type 4 (zpr4)	10
1 - Définition	
2 - Délimitation	

CHAPITRE III – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX ZONES DE PUBLICITE RESTREINTE

1 – Prescriptions applicables à la publicité et aux préenseignes	11
A – Publicité lumineuse	
B – Publicite non lumineuse sur dispositifs scellée au sol ou installés directement sur le sol	
C – Publicité non lumineuse sur support mural	
2 – Prescriptions applicables aux enseignes	16
1 – Prescriptions générales relatives aux enseignes sur la totalité des zones de publicité restreintes de la ville	
2 – Enseignes supportées par les immeubles	
3 – Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol sur domaine privé en retrait de la voie publique	
4 – Prescriptions applicables aux stores avec inscriptions	
3 – Prescriptions applicables au mobilier urbain	22
4 – Prescriptions applicables aux véhicules publicitaires	22
5 – Palissades de chantier	22

CHAPITRE IV – DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DIVERSES

1 – Superficie des encadrements	23
2 – Dispositifs en relief ou à message dépassant l'encadrement	23
3 – Publicité ou enseigne réalisée par projection d'une image sur un écran ou sur un mur	23
4 – Dispositifs essentiellement affectés à la publicité , aux préenseignes, aux enseignes ; aux préenseignes et enseignes temporaires	23
5 – Dispositifs comprenant des noms, raisons sociales ou logos de maître d'œuvre, entreprise, bureaux d'étude, coordinateurs de sécurité	24
6 – Teintes	24
7 – Dispositifs publicitaires, préenseignes, enseignes avec mécanismes de rotations ou déroulement des faces	24
8 – alimentation électrique des dispositifs publicitaires, préenseignes et enseignes	24
9 – sanction	25
10 – date de mise en application	25

CHAPITRE V – EXECUTION DU REGLEMENT

1 – Abrogation des dispositions antérieures	26
2 – Exécution	26